



CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL ET TECHNIQUE (CCFT)

MARCHE PUBLIC DE SERVICES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES DECHETS 25_M_03

Sommaire

1. PRESENTATION DE FRANCE TRAVAIL.....	3
Engagements	4
2. CONTEXTE	4
3. OBJET DU MARCHE	4
3.1. Libellé et description du marché.....	4
3.2. Périmètre du marché	4
4. VOLUMETRIE	5
5. DESCRIPTION DETAILLEE DES PRESTATIONS ATTENDUES	6
5.1. Phase de déploiement	6
5.2. Collecte des déchets.....	7
5.3. Fermeture Ouverture, ou déménagement d'un site France Travail en cours de marché.....	9
5.4. Entretien, sécurité	9
5.5. Collectes exceptionnelles	10
5.6. Traitement des déchets, suivi et traçabilité.....	10
5.7. Attentes particulières vis-à-vis du titulaire	11
6. MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHE	12
6.1. Interlocuteur du titulaire auprès de France Travail.....	12
6.2. Interlocuteurs de France Travail auprès du titulaire	12
6.3. Instances de pilotage et de suivi.....	12
7. OPERATIONS DE CONTROLE DE L'EXECUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATIONS.....	13
7.1. Contrôles à la charge du titulaire	13
7.2. Contrôles réalisés par France Travail.....	13

1. PRESENTATION DE FRANCE TRAVAIL

Acteur majeur du marché de l'emploi en France, France Travail est un établissement public administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, et soumis aux règles comptables applicables aux entreprises industrielles et commerciales. Son directeur général est nommé en conseil des ministres.

France Travail est administré par un conseil d'administration, son action s'appuie sur une direction générale, et une organisation déconcentrée.

Une convention pluriannuelle d'objectifs et de gestion conclue entre l'État, l'Unedic et France Travail, définit les objectifs assignés à France Travail au regard de la situation de l'emploi et des moyens prévisionnels qui lui sont alloués par l'Unedic et l'État.

En matière d'achat, France Travail est soumis aux dispositions de Code de la commande publique.

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail le 1er janvier 2024. Cette transformation, qui n'empporte pas la création d'une nouvelle personne morale, consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail est composé de 18 directions régionales dont la direction régionale France Travail Centre-Val de Loire.

France Travail - chiffres repères en 2022

France travail compte environ 59 191 collaborateurs, 896 agences de proximité, 63 plateformes de services.

- 4,4 millions de personnes inscrites à France Travail ont retrouvé un emploi ;
- 6,5 millions d'inscriptions de demandeurs d'emploi ;
- 403 000 entreprises utilisent nos services ;
- 33,1 milliards d'euros versés aux demandeurs d'emplois pour le compte de l'assurance chômage ; 2,4 milliards d'euros versés pour le compte de l'Etat et du fonds de solidarité.
- Bilan Carbone 2022 : 4,68 T éq CO2 / ETP (contre 5,8 en 2019)
- Clauses sociales 2022 : 1 713 422 heures d'insertion réalisées (via la clause sociale et les achats secteur protégé / adapté), en augmentation de 21 % par rapport à 2021

ENGAGEMENTS

France Travail se veut précurseur, au service de la société française, en mettant la diversité, le développement durable et la responsabilité sociétale au cœur de sa stratégie et de ses valeurs.

Dans une situation de chômage important, ces engagements constituent un vrai défi pour France Travail.

Pour conduire sa mission de service public et concilier performance économique et sociale, les engagements de responsabilité sont à la fois un moteur et une exigence pour France Travail.

2. CONTEXTE

L'investissement déjà fort de France Travail en matière environnementale va se poursuivre dans le cadre de la mise en conformité avec les exigences de la loi sur la transition énergétique et ses différentes déclinaisons et dans le respect de la circulaire de la Première ministre n°6425/SG du 21 novembre 2023, portant sur les « Engagements pour la transformation écologique de l'Etat ».

Le plan national de prévention des déchets 2021/2027 comporte un axe relatif à l'exemplarité des administrations et établissements publics dans la prévention de leurs déchets dans lequel France Travail s'est d'ores et déjà inscrit par le tri et la valorisation de différents flux de déchets historiques, et la mise à disposition de solutions de collecte des DEEE sur les sites volontaires. Dans ce contexte, le tri à la source des déchets ainsi que leur valorisation constituent un des leviers de la politique globale de France Travail sur ce sujet.

De plus, France Travail poursuit ses engagements en intégrant le textile.

3. OBJET DU MARCHE

3.1. LIBELLE ET DESCRIPTION DU MARCHE

Passée selon la procédure adaptée prévue à l'article L.2123-1 du code de la commande publique, la présente consultation vise à la conclusion de marchés publics de services ayant pour objet la collecte et le traitement des déchets de bureau recyclables préalablement triés par les agents de France Travail en vue de leur valorisation.

3.2. PERIMETRE DU MARCHE

France Travail souhaite poursuivre le tri à la source et la collecte séparée des déchets suivants :

- **Lot 1 « Département 18 »** : papier/carton, verre, textile, DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques) et piles usagées
- **Lot 2 « Département 28 »** : papier/carton, verre, textile, DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques) et piles usagées
- **Lot 3 « Département 36 »** : papier/carton, verre, textile, DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques) et piles usagées
- **Lot 4 « Département 37 »** : papier/carton, verre, textile, DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques) et piles usagées

- **Lot 5 « Département 41 »** : papier/carton, verre, textile, DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques) et piles usagées
- **Lot 6 « Département 45 » (Hors site de la Direction Régionale et hors site d'Orléans Ouest)** : papier/carton, verre, textile, DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques) et piles usagées
- **Lot 7 – « Site de la Direction Régionale à Fleury Les Aubrais »** : papier/carton, plastique, métal, verre, DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques) et piles usagées
- **Lot 8 – « Site d'Orléans Ouest à Ingré »** : ordures ménagères, papier/carton, plastique et déchets recyclables, métal, verre, textile, DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques) et piles usagées.

Pour chaque lot, le marché comprend des **collectes régulières** et des **collectes exceptionnelles**.

Les flux concernés pour chacune de ces collectes sont indiqués dans l'Annexe n°1.

Pour la plupart des lots, les collectes régulières concernent simplement le papier/carton (Hors lot n°7 et lot n°8).

Les collectes exceptionnelles concernent les DEEE, le verre, le textile (hors lot n°7) et les piles usagées.

Le détail des déchets par flux est indiqué ci-dessous (liste non exhaustive).

Papier/carton = notamment les feuilles de bureau, les boites en carton des fournitures de bureau ou les cartons contenant les ramettes de papier ou les écrans d'ordinateur, les papiers usagés...

Verre = notamment des bouteilles de boisson en verre, des pots de yaourt en verre...

Textile = notamment le blouson des services civiques...

DEEE = Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques.

Plastique (seulement pour le lot n°7) = notamment bouteilles plastiques, des pots de yaourt en plastique...

Métal (seulement pour les lots n°7 et n°8) = notamment les canettes, les boites de conserve en métal...

Plastiques et déchets recyclables (seulement pour le lot n°8) = tous les déchets recyclables (emballages) y compris les bouteilles en plastique et pots de yaourt...

Ordures ménagères (seulement pour le lot n°8) = tous les autres déchets non cités ci-dessus (ex : essuie-mains, déchets organiques, mouchoirs en papier...).

Le présent marché **ne concerne pas la collecte et le traitement des cartouches d'imprimante, du bois, ainsi que des déchets de fractions minérales et de plâtres**.

4. VOLUMETRIE

Les données chiffrées concernant notamment le volume à collecter sont indiquées dans l'Annexe n°1 du présent CCFT.

5. DESCRIPTION DETAILLEE DES PRESTATIONS ATTENDUES

L'objectif des prestations, pour chaque lot, est de :

- Assurer la collecte des déchets préalablement triés par le personnel de France Travail dont les différents sites sont listés en Annexe n°1, en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets ;
- Assurer par flux, le traitement et valoriser les déchets objets du lot dans les filières appropriées ;
- Assurer par flux, la traçabilité, le suivi et le reporting via un outil ou toutes autres solutions (y compris la pesée).

5.1.PHASE DE DEPLOIEMENT

Pour chaque lot, le délai entre la date de notification du marché et sa date de prise d'effet a pour objet de permettre au titulaire de s'organiser pour la réalisation des prestations. Cette phase doit permettre à France Travail de réaliser la mise en place des contenants ainsi que la signalétique associée pour la bonne réalisation du tri.

5.1.1.Mise à disposition du matériel de tri à la source

Les matériels de tri à la source sont mis à disposition des agents par France Travail. France Travail est propriétaire de ces matériels. Il s'agit de points d'apport volontaire (PAV) par typologie de déchets.



5.1.2. Mise à disposition des conteneurs de collecte

France Travail est propriétaire de ces conteneurs de collecte, entreposés soit dans les locaux poubelles, soit dans les sites, soit à l'extérieur des bâtiments. Ces renseignements sont indiqués dans l'Annexe n°1.

Toutefois, le Titulaire aura la possibilité de procéder à l'enlèvement de ces conteneurs lors de la collecte et de les remplacer par des conteneurs vides lui appartenant sans aucune incidence financière sur le marché.

Dans ce cas, le titulaire devra veiller à bien restituer les conteneurs appartenant à France Travail en fin de marché.



Pour le lot n°7, France Travail mettra à disposition un seul conteneur pour les déchets « plastique » et « métal ».

Pour le lot n°8, France Travail mettra à disposition un seul conteneur pour les déchets « Plastiques et déchets recyclables » et « métal ».

Pour ces deux lots, chaque flux sera mis dans des sacs plastiques transparents dans le conteneur mis à disposition par France Travail et indiqué dans l'Annexe n°1.

5.2.COLLECTE DES DECHETS

Pour chaque lot, le titulaire s'engage à assurer sous sa responsabilité la collecte des déchets indiqués en Annexe n°1 au CCFT, y compris la manipulation, le transport et le traitement.

Pour chaque lot, le titulaire devra faire en sorte que les collectes régulières des différents sites de France Travail soient intégrées dans la mesure du possible à des tournées déjà existantes de manière à optimiser les déplacements.

De la même manière, pour les collectes exceptionnelles, le titulaire se rattachera à une collecte régulière (surcoût défini au Bordereau des Prix).

Le titulaire doit apprécier les moyens matériels et humains qu'il y a lieu de retenir pour réaliser sa mission et la valoriser en conséquence, conformément notamment aux volumes et fréquence à collecter indiqués dans l'Annexe n°1.

Pour chaque lot, le flux papier/carton fait l'objet d'une collecte régulière et récurrente suivant la périodicité indiquée à l'Annexe n°1.

Les papiers à caractère très confidentiels seront préalablement broyés par les agents de France Travail, via des broyeurs mis à disposition des agents sur chaque site par France Travail. Ce broyat sera mis en sac plastique dans le conteneur papier par un agent de propreté mandaté par France Travail afin de le différencier du papier classique.

Le titulaire veillera toutefois à prendre toutes mesures utiles pour protéger et conserver la confidentialité des documents (papier collecté) qui lui seront confiés par France Travail jusqu'à l'exutoire final.

Le papier usagé est préalablement trié par le personnel de France Travail et comprend à minima les types de papier suivants :

- Feuilles de papier imprimées constituées principalement de papier recyclé

- Enveloppes avec ou sans fenêtre
- Journaux et magazines
- Brochures et catalogues
- Cahiers et livres
- Cartons et cartonnettes

Les trombones et agrafes n'auront pas été enlevés.

Les papiers triés seront exempts de corps étrangers ou polluants tels que les pochettes plastiques (transparents de rétroprojecteurs etc.), les mouchoirs (intégrés aux déchets ménagers).

Les déchets papiers et cartons sont susceptibles d'être mélangés dans un même conteneur sauf si le titulaire nous informe de son souhait de les collecter séparément. Dans ce cas, les cartons seront pliés et posés au sol à côté du conteneur papier.

Pour chaque lot, les autres flux tels que le verre, les DEEE, les piles usagées, le textile, plastique, métal, Ordures ménagères... (selon les lots) font l'objet de collectes exceptionnelles sur commande en fonction des besoins. Le titulaire devra profiter d'une collecte régulière pour collecter ce/ces flux. A ce titre, un surcoût est prévu au Bordereau des Prix (BP). Par ailleurs, un coût de traitement peut également être appliqué conformément à ce BP.

5.2.1. Planning des tournées de collecte

Un planning des tournées de collecte pour chaque type de déchets sera fourni par le titulaire lors de la réunion de lancement du marché pour la 1^{ère} année d'exécution contractuelle, prenant en compte les contraintes des fréquences des collectes ainsi que des horaires impératifs à respecter et précisés en Annexe n°1. Pour les années suivantes, ce planning devra être communiqué à France Travail au plus tard 14 jours calendaires après le début de l'année contractuelle suivante.

Le titulaire s'engage à collecter les déchets selon ces plannings. Ces derniers devront être validés par France Travail.

Dans le cas où le titulaire n'effectue pas la collecte selon le planning établi, celui-ci doit avertir, par mail, le correspondant du site France Travail concerné ainsi que le correspondant de l'équipe Logistique de France Travail en Direction régionale le plus rapidement possible et au moins une semaine avant la date de collecte prévue sous peine d'application de la pénalité prévue au contrat (absence de collecte).

Dans ce mail, il propose une autre date de passage, dans les cinq jours ouvrés par rapport à la date initiale.

Si la date proposée ne convient pas, le correspondant du site ou le correspondant de la Direction régionale le signale au titulaire par retour de mail.

La nouvelle date de collecte devra être choisie en concertation avec le correspondant du site et/ou le correspondant de la Direction Régionale.

5.2.2. Horaires de passage

L'enlèvement doit avoir lieu aux jours et heures d'ouverture précisés en Annexe n°1.

En cas de fermeture exceptionnelle, le prestataire sera informé par le correspondant du site ou le correspondant de la Direction Régionale au moins une semaine à l'avance, pour envisager les modalités de collecte possibles selon le fréquentiel défini.

Pour les fréquences « 2 fois par trimestre », le Titulaire s'engage à réaliser un passage à minima espacé de 6 semaines.

5.3.FERMETURE OUVERTURE, OU DEMENAGEMENT D'UN SITE FRANCE TRAVAIL EN COURS DE MARCHE

1) Fermeture

En cas de fermeture temporaire ou définitive d'un site, France Travail prévient le titulaire au moins un mois avant la date effective de fermeture par mail. La prestation est réglée au prorata du nombre de tournées effectuées sur l'année en cours.

2) Ouverture

En cas d'ouverture d'un site, France Travail informe au moins un mois avant le titulaire par mail des contraintes imposées pour ce site. Le titulaire fournit, au plus tard 14 jours calendaires après l'information de l'ouverture :

- Un planning des tournées de collecte prenant en compte les éventuelles contraintes horaires et la fréquence précisées par France Travail
- Un devis.

France Travail valide ce planning et ce devis s'ils respectent les contraintes imposées.

3) Déménagement

En cas de déménagement d'un site dans le même département, France Travail informe le titulaire par mail au moins un mois avant la date effective du déménagement. Il lui indique les coordonnées du nouveau site France Travail, et la date de la 1^{ère} collecte à cette nouvelle adresse.

France Travail précise également la date de la dernière collecte à l'ancienne adresse. Dans tous les cas, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que la fréquence des collectes doit être ininterrompue et une collecte exceptionnelle peut être initiée en cas de déménagement.

Les points d'apports volontaires de collecte, propriété de France Travail seront déplacés par ce dernier. Concernant les conteneurs, ils seront déplacés si possible par le titulaire du marché. Si les conditions sont identiques (fréquence et volumes à collecter), le titulaire appliquera les mêmes conditions tarifaires. Dans le cas contraire, il transmettra à France Travail un devis.

Quel que soit le motif, France Travail transmettra l'Annexe n°1 actualisée.

5.4.ENTRETIEN, SECURITE

Le titulaire doit maintenir les équipements de collecte mis à disposition par France Travail en bon état de fonctionnement.

En cas de casse ou perte par le Titulaire du marché, ce dernier s'engage à remplacer les équipements à l'identique. En cas de perte ou de casse par France Travail, ce dernier s'engage à remplacer à ses frais les équipements.

5.5.COLLECTES EXCEPTIONNELLES

France Travail pourra demander des collectes exceptionnelles pour certaines typologies de déchets, notamment le verre, les DEEE, les piles usagées et le textile, conformément à l'annexe n°1. En effet, ces déchets n'étant que très peu produits par France Travail, ce dernier déclenchera une collecte exceptionnelle lorsque le flux sera suffisamment conséquent pour être collecté.

Dans ce cas, France Travail s'engage à informer le titulaire à minima 1 mois à l'avance afin que le titulaire puisse s'organiser pour que cette collecte soit réalisée lors d'une collecte régulière.

Ces collectes exceptionnelles seront réalisées conformément aux conditions prévues au contrat et au présent CCFT.

Les collectes exceptionnelles suivront des filières de valorisation adaptées à la nature des déchets collectés.

5.6.TRAITEMENT DES DECHETS, SUIVI ET TRAÇABILITE

Pour chaque lot, le titulaire s'engage à assurer la pesée des déchets collectés de chaque site France Travail (soit sur place, soit dans ses locaux) lors de chaque collecte, aussi bien pour les collectes régulières que pour les collectes exceptionnelles. Le poids indiqué devra correspondre UNIQUEMENT aux déchets produits par France Travail.

Le titulaire s'engage à fournir trimestriellement un récapitulatif des pesées de **chaque nature** de déchets collectés lors de chaque collecte sur chaque site au correspondant régional de France Travail.

Ce récapitulatif peut être délivré sous format électronique. S'il dispose d'un outil de suivi (type plateforme ou autre), il pourra communiquer les codes d'accès à France Travail.

Il transmettra également le poids collecté pour chaque flux pour chaque collecte exceptionnelle.

Pour chaque lot, le titulaire s'engage à assurer la traçabilité des circuits de valorisation des déchets collectés pour chaque site France Travail.

Le titulaire s'engage à assurer sous sa responsabilité le traitement des déchets collectés. 100 % des déchets collectés devront être valorisés.

Les prestataires en charge des collectes et des traitements des différents déchets objets du présent marché remettent à France Travail avant le 31 mars de l'année n+1, une attestation annuelle de valorisation des déchets par site indiquant notamment les flux et quantité de déchets pris en charge ainsi que la destination de valorisation finale de ces déchets.

Dans la mesure du possible, le titulaire transmettra à France Travail des informations sur les bénéfices environnementaux et en termes de création d'emploi obtenus :

- Litres d'eau économisée
- kWh d'énergie économisée
- Kg de CO₂ économisés
- Nombre d'arbres non abattus

- Nombre d'emplois créés (ETP)

Cette attestation peut être délivrée sous format électronique.

Par ailleurs en cas de changement du circuit de valorisation en cours d'année, le Titulaire devra en informer France Travail. Dans ce cas, le titulaire s'engage à maintenir à minima le même niveau d'engagement que celui indiqué dans sa proposition technique.

Livrables attendus :

Livrables attendus	Fréquence de transmission	Echéance
Planning des tournées (cf. § 5.2.1)	Annuelle	Réunion de lancement Puis tous les ans
Attestation annuelle de valorisation des déchets par site (cf. § 5.6) avec notamment les flux et quantité de déchets pris en charge ainsi que la destination de valorisation finale de ces déchets (collectes régulières et exceptionnelles)	Annuelle	31 mars de l'année N+1
Récapitulatif de pesées (cf. § 5.6) lors de chaque collecte par site par typologie de déchets (collectes régulières et exceptionnelles)	Trimestrielle	Lors de chaque facturation (tous les trimestres pour les collectes régulières et après chaque collecte pour les collectes exceptionnelles)

Les livrables détaillés ci-avant sont communiqués à France Travail par courriel aux coordonnées communiquées au Titulaire à la réunion de lancement du marché.

5.7.ATTENTES PARTICULIERES VIS-A-VIS DU TITULAIRE

5.7.1.Devoir de conseil

Le titulaire, du fait de son expertise, est tenu de conseiller France Travail sur les modalités d'exécution des prestations. Ce devoir de conseil s'exerce au fil de l'exécution des prestations : il peut porter sur l'organisation mise en œuvre, plus spécifiquement sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

5.7.2.Plan de progrès

De même, le titulaire s'engage à présenter à France Travail, annuellement / à la demande de celui-ci, un plan de progrès dont l'objectif est l'optimisation des prestations : il peut porter sur l'organisation mise en œuvre, les modalités de collecte et de tri, plus spécifiquement sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

5.7.3. Devoir d'information

Le titulaire s'engage à informer ses interlocuteurs régionaux au sein de France Travail de toute modification de la réglementation, de la norme en vigueur, de son processus de traitement des déchets collectés.

6. MODALITES DE PILOTAGE ET DE SUIVI DU MARCHE

6.1. INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE AUPRES DE FRANCE TRAVAIL

Le titulaire désigne dans sa proposition technique un représentant qui est l'interlocuteur privilégié (dédié) de France Travail pour l'ensemble des questions contractuelles ; celui-ci a autorité pour régler toute difficulté liée à l'exécution des prestations. Il représente le titulaire dans toutes les réunions où celui-ci est convié dans le cadre de l'exécution du marché et du contrôle des prestations. Il est en lien avec l'acheteur qui assure le suivi de l'exécution contractuelle du marché. Le titulaire communique également à France Travail les coordonnées d'un interlocuteur back up en cas d'absence de l'interlocuteur privilégié.

Le titulaire met également à disposition de France Travail une équipe dédiée pour traiter des questions liées à la gestion opérationnelle des prestations.

En cas de changement de personnel, notamment le personnel exécutant, il appartient au titulaire d'accompagner son personnel et de l'informer des prestations à réaliser sur chaque site.

En cas de changement d'interlocuteur, le titulaire devra obligatoirement informer France Travail et transmettre immédiatement les coordonnées de cette personne.

6.2. INTERLOCUTEURS DE FRANCE TRAVAIL AUPRES DU TITULAIRE

Les interlocuteurs du titulaire au sein de France Travail sont le directeur ou son représentant, le service Logistique de la Direction Régionale de France Travail Centre-Val de Loire, le service Achats. Les coordonnées de ces différents interlocuteurs seront communiquées au titulaire après la réunion de lancement.

6.3. INSTANCES DE PILOTAGE ET DE SUIVI

Une **réunion de lancement** du marché réunissant les représentants du titulaire et les interlocuteurs de France Travail, cités à l'article 6.2 ci-dessus, est organisée après la notification du marché.

Cette réunion a pour objectif de fixer le calendrier de mise en place du marché, les modalités opérationnelles d'exécution des prestations et leur calendrier prévisionnel. Lors de la réunion de lancement, le représentant du titulaire doit être accompagné des personnes ayant la connaissance technique / chargés de l'exécution opérationnelle des prestations. Cette réunion de lancement a lieu dans les 15 jours ouvrés suivant la notification du marché.

A l'issue des trois premiers mois d'exécution, un point pourra être réalisé si besoin avec le titulaire (point en distanciel via TEAMS suivi d'un compte rendu à la charge du titulaire) afin de procéder si nécessaire à des ajustements de la prestation (fréquence adaptée, tri correctement réalisé, ...).

Une **réunion de bilan annuel** pourra être programmée si nécessaire afin de permettre d'échanger sur l'exécution du marché et ses optimisations possibles, partager les points d'alerte sur les difficultés éventuellement rencontrées. Cette réunion aura lieu principalement en distanciel.

Dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions peuvent être organisées ponctuellement soit à la demande de France Travail, soit à la demande du titulaire.

Pour chaque lot, le prix de ces réunions est réputé intégré aux prix du marché.

Les invitations aux réunions sont envoyées par mail. Les comptes-rendus des réunions sont établis par le titulaire, à sa charge (prix réputés intégrés dans les prix indiqués au BP) transmis à France Travail dans les 5 jours ouvrés qui suivent les réunions, et validés par lui.

7. OPERATIONS DE CONTROLE DE L'EXECUTION ET DE LA QUALITE DES PRESTATIONS

7.1.CONTROLES A LA CHARGE DU TITULAIRE

Le titulaire veille à ce que les normes de qualité mises en œuvre pour l'exécution des prestations attendues soient appliquées sans défaut jusqu'au terme de la prestation dont il est responsable.

Il effectue tous les contrôles de cohérence nécessaires à la bonne réalisation des prestations attendues. Il soumet à France Travail le détail des moyens mis en œuvre et lui fait connaître la procédure qualité activée.

En cas d'incident, le titulaire fournit à France Travail les procédures ou actions correctives mises en œuvre.

Au titre de son devoir de conseil, le titulaire doit notamment informer France Travail de tous dysfonctionnements constatés lors de la réalisation des prestations (ex : tri mal effectué par les agents France Travail). A défaut d'information, le titulaire ne pourra en aucun cas demander à France Travail de supporter la conséquence du mauvais tri.

7.2.CONTROLES REALISES PAR FRANCE TRAVAIL

Afin de contrôler le respect des engagements contractuels, France Travail se réserve le droit de demander, en cours d'exécution du marché, toutes les informations qu'il jugerait utiles au suivi de l'exécution des prestations.

France Travail se réserve également la possibilité d'effectuer des contrôles de la qualité d'exécution des prestations, sur les lieux d'exécution du marché.